

Selon moi, le gouvernement de Brian Mulroney aura ce qu'il mérite aux prochaines élections. Il sera défait parce qu'il refuse d'élaborer des programmes susceptibles de faire baisser le taux de chômage au Canada. Au contraire, il aura créé encore plus de chômage qu'auparavant, notamment en imposant des compressions budgétaires draconiennes à la Société Radio-Canada avec l'appui du secrétaire parlementaire, en refusant de fournir de l'argent aux Canadiens de la région de l'Atlantique et en évitant de dire la vérité à propos de la perception d'une taxe sur l'essence. Le gouvernement devrait avoir honte.

[Français]

**M. Claude Lanthier (secrétaire parlementaire du ministre des Finances):** Monsieur le Président, l'affirmation selon laquelle 167,000 Canadiens de plus sont en chômage actuellement comparativement au mois précédent se fonde sur une comparaison des données non désaisonnalisées de janvier 1985 et de celles de décembre 1984. Habituellement, l'emploi est gonflé en décembre en raison des emplois temporaires créés afin de répondre à l'accroissement de la demande commerciale pendant la période des Fêtes.

Lorsque les données sont corrigées afin de tenir compte de ces facteurs saisonniers, on constate que le nombre de chômeurs a quand même malheureusement augmenté en janvier 1985 comparativement à décembre 1984, mais de seulement 44,000, soit environ le quart de l'augmentation alléguée.

Si l'on prend un peu de recul pour examiner les données sur la population active, on constate que depuis l'élection du gouvernement actuel 84,000 emplois permanents ont été créés.

Au début de novembre, le gouvernement a présenté l'énoncé d'une nouvelle stratégie, un programme de renouveau économique. Les éléments centraux de cette stratégie consistaient à: a) remettre de l'ordre dans les finances de l'État; b) redéfinir le rôle de l'État afin qu'il fournisse un meilleur cadre pour la croissance et la création d'emplois; c) adopter des politiques favorables à une hausse de l'investissement, à une intensification de l'innovation, à une amélioration de la compétitivité internationale et à l'établissement d'un climat propice à l'apparition et à l'essor de nouvelles entreprises; d) réaliser ces changements d'une manière équitable, transparente et conforme à l'esprit fondamental de compassion, de tolérance et de justice qui caractérise notre société canadienne.

Au cours des trois derniers mois, le gouvernement a poursuivi cette stratégie. Le ministre des Finances (M. Wilson) a rencontré ses collègues à Montréal en janvier, le premier ministre (M. Mulroney) a rencontré les 14 et 15 février dernier ses collègues à Regina et il y a eu quelque dix jours à eu lieu la Conférence nationale sur l'économie. Tout cela vise à fournir aux Canadiens l'occasion de présenter les idées qu'ils ont sur la politique économique et qu'ils voudraient effectivement voir refléter dans le Budget. Le gouvernement présentera le Budget seulement après une discussion et un échange de vues ouvert et complet.

Entre-temps, le gouvernement a annoncé un certain nombre d'initiatives visant à créer des emplois. En premier lieu, il y a

### *L'ajournement*

«Défi '85», un éventail de programmes d'emplois d'été totalisant quelque 205 millions de dollars et qui met l'accent sur le rôle du secteur privé à fournir des emplois d'été liés aux études des participants. En second lieu, le premier ministre a annoncé à Regina que, en plus des 1.2 milliard de dollars déjà annoncés pour les programmes d'emplois et de formation de la main-d'œuvre, le gouvernement va ajouter: une somme supplémentaire de 125 millions de dollars consacrée à faciliter l'intégration des jeunes et des femmes au marché du travail; une somme additionnelle de 350 millions de dollars visant à améliorer les possibilités d'emplois des chômeurs chroniques, la majeure partie de ces derniers fonds étant consacrée à des programmes conjoints avec les provinces; une somme supplémentaire de 80 millions de dollars pour permettre aux travailleurs, particulièrement ceux qui sont touchés par les changements technologiques, d'acquérir des compétences nécessaires; une somme supplémentaire de 40 millions de dollars pour créer des débouchés pour les travailleurs vivant dans des collectivités en perte de vitesse; une somme de 100 millions de dollars visant à favoriser l'innovation, les projets pilotes et les nouvelles expériences.

Des consultations avec les provinces et le secteur privé au cours des prochaines semaines assureront une mise en application rapide et concertée de ces nouvelles initiatives de 1985-1986.

● (1810)

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA—ON DEMANDE DES PRÉCISIONS SUR LES COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES. B) LA NATURE DES CONSULTATIONS

**Mme Lynn McDonald (Broadview-Greenwood):** Monsieur le Président, au cours de la campagne électorale, le parti progressiste conservateur a promis de consulter la communauté culturelle sur sa politique culturelle. Or, le gouvernement a relégué aux oubliettes cette promesse comme tant d'autres. Au lieu de consulter la communauté, le gouvernement a changé sa politique culturelle brutalement et précipitamment. Le gouvernement a coupé le budget de Radio-Canada de 85 millions de dollars, dont 10 millions de dollars pour les équipements et 75 millions de dollars pour la programmation.

Il ne faut pas dire que ces compressions seront confiées à l'administration, car ce n'est pas possible. On entend des rumeurs de gaspillage de la part de Radio-Canada, mais il ne faut pas exagérer. Radio-Canada est responsable de deux réseaux de télévision, français et anglais, la radio MA et MF dans les deux langues officielles, le Service du Nord, y compris les langues autochtones, et le Service international. C'est une tâche plus importante et plus complexe que celle d'autres services nationaux comme la British Broadcasting Corporation.

Sur le plan des consultations, le ministre a totalement échoué. Il a récemment commencé à rencontrer les groupes artistiques seulement après une vive réaction à sa nouvelle politique. Il s'agit d'une explication ou d'une défense de ses compressions budgétaires plutôt que d'une consultation véritable.